Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

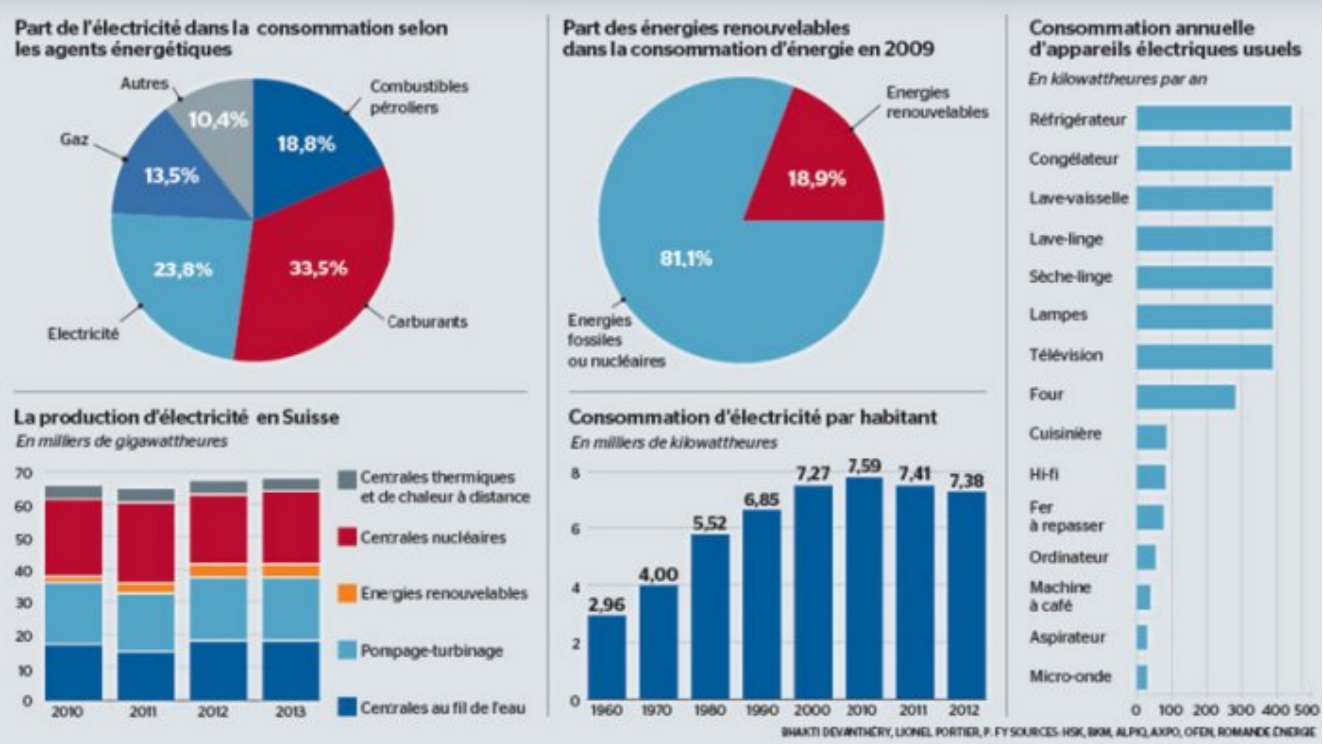
Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Sebastien-Lecornu-sur-Bure-C-est-un-sujet-d

25 février 2018

Sébastien Lecornu sur Bure : "C'est un sujet d'intérêt national, donc on n'a pas le droit de se planter"

Après l'évacuation des opposants à Bure jeudi le secrétaire d'État Sébastien Lecornua passé deux jours dans un territoire transformé en camp retranché.



Sébastien Lecornu à Bure (Meuse). (Bernard Bisson pour le JDD)

"J'ai bien envie de sortir…" A travers une vitre brisée de la mairie de Bure, Sébastien Lecornu observe le bâtiment d'en face. "Maison de résistance à la poubelle nucléaire",

proclame une banderole. La bâtisse, où vivent des opposants au projet Cigéo de stockage profond de déchets nucléaires, a été perquisitionnée la veille. Sept de ses habitants sont en garde à vue. Dans la cuisine était affiché le programme de la visite du secrétaire d'Etat à la Transition écologique et solidaire et, ce vendredi matin, une poignée d'opposants, visage dissimulé, le guettent à un jet de pierre de là. Alors forcément, le chef de cabinet de Lecornu préférerait que le point presse se tienne dans un lieu plus abrité. Bonhomme, le secrétaire d'Etat s'avance quand même sur le parvis, non sans qu'un solide rideau de gendarmes mobiles n'ait d'abord été déployé. Comme le dit lui-même Lecornu, officier de réserve de la gendarmerie : "J'arrive avec 500 gendarmes, alors c'est facile d'être courageux."

Il veut réaffirmer que "l'Etat est de retour"

S'il est là, c'est pour réaffirmer que "l'Etat est de retour". Le secrétaire d'Etat est arrivé dans la Meuse jeudi matin, en pleine opération d'évacuation du bois Lejuc, occupé par une quinzaine de militants hostiles au projet Cigéo. A quelques mètres de la mairie, un des opposants, Sylvain, se moque de cette "mascarade médiatico-politique" et d'un ministre qui "se pavane dans des villages déserts". "Ce n'est que le début d'une longue et rude bataille", prévient-il. Signe du climat de tension, le maire de Bure est invisible : il a préféré dépêcher son premier adjoint pour accueillir le représentant du gouvernement…

S'il n'a passé que quelques minutes dans le village déserté par sa population, transformé en camp retranché et survolé par un hélicoptère, Lecornu voulait "marquer le coup". Comme il l'a fait jeudi soir en arpentant le bois Lejuc. Après le passage du bulldozer des gendarmes n'y restaient guère que des tas de bois à la place des anciennes cabanes, une baignoire renversée, une bâche tendue entre les arbres et des blocs de béton ornés de graffitis.

Des opposants au projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure.
(Bernard Bisson pour le JDD)

Le 29janvier, le secrétaire d'Etat était déjà venu observer les lieux, en catimini et au petit matin. "Je voulais me faire ma propre opinion", explique-t-il. A l'époque, les élus locaux "ne [lui]avaient parlé que de ça", dit-il : les vols, la dégradation du monument aux morts, le saccage d'un hôtel-restaurant, les prix de l'immobilier qui s'effondrent et le rachat des maisons par les opposants pour une bouchée de pain, les pressions sur les élus dont certains ont été placés sous protection policière. Et au final, "des gens qui finissent par se dire : Cigéo, ça ne nous rapporte que des emmerdes", résume-t-il.

"Ma porte est toujours ouverte", lance Sébastien Lecornu

"Cela faisait un an et demi que je ne m'étais pas approché d'aussi près, confie dans le bois Xavier Levet, maire de Mandres-en-Barrois, commune de 130 habitants et voisine de Bure. Si je m'approchais, je me faisais caillasser la voiture." Le matin même, il a encore effacé sur

sa mairie un tag hostile à la venue de "Lecornucléaire", et s'inquiète déjà des "représailles". "Il va falloir gérer l'après", insiste-t-il auprès de Sébastien Lecornu. Un silence, puis : "Ce sera plus dur pour vous la prochaine fois." Car "il serait naïf de penser qu'il n'y aura pas de riposte", prévient la préfète de la Meuse Muriel Nguyen.

Les anti-Cigéo mobilisent déjà pour le week-end prochain. "On va tenir le terrain, promet Sébastien Lecornu. Evidemment ils vont revenir. Mais nous aussi on reviendra." Furieuses de l'évacuation, les associations d'opposants ont boycotté la rencontre prévue vendredi. Il hausse les épaules : "Ma porte est toujours ouverte. Je suis sûr qu'ils finiront par retrouver mon numéro de téléphone." D'ailleurs, des rendez-vous avec eux sont déjà calés à Paris. "Qu'on soit pour ou contre le nucléaire, on a besoin de Cigéo, parce que les déchets sont déjà là", plaide-t-il.

Malgré les apparences, l'homme est moins là pour manier le bâton que la carotte. "Le gouvernement a rétabli l'ordre pour que la concertation puisse reprendre", dit-il. Alors que son ministre de tutelle, Nicolas Hulot, cache mal son embarras sur le sujet (en 2016, il brandissait une pancarte hostile à Cigéo), Lecornu a pour mission de déminer le terrain. Et de s'assurer du soutien local à un projet hors norme qui, s'il se confirme, doit coûter au moins 25milliards d'euros, créer 2.500 emplois et s'étaler sur… cent cinquanteans. Déjà chargé de faire passer à Fessenheim la pilule de la fermeture de la centrale, il est en train de devenir le "monsieur nucléaire" du gouvernement. Au point que Nicolas Hulot l'a surnommé : "Sébastien Becquerel"…

"Avec l'évacuation, on s'expose", dit le secrétaire d'Etat

Sur place, Lecornu multiplie donc les rencontres, du maire de la petite commune de Saudron, 35 habitants, jusqu'aux parlementaires. "Comment peut-on vous aider ?", leur dit-il. Mélange de rondeur et de parler cru, rompu aux inimitiés et subtilités locales, l'ancien président du conseil départemental de l'Eure parle la même langue que ces élus. "Je sais ce qui leur pompe l'air parce que c'est ce qui me pompe l'air aussi", dit-il. "Ils ne peuvent pas me la faire à l'envers."

Le 7mars, un comité de haut niveau doit lancer au ministère l'élaboration d'un "projet de territoire" autour du laboratoire de Bure. "Depuis 2002, 700millions d'euros ont été versés ici. Comment se fait-il que cela n'a pas eu plus d'impact sur le territoire ?", s'est-il étonné jeudi devant les représentants des services de l'Etat, conviés à un dîner-remontage de bretelles. Ces dernières années, faute de cap clair, "c'était un peu une distribution de sucettes", confie un connaisseur du dossier. Là aussi, "l'Etat est de retour", prévient Lecornu : "Nous, on prend des risques. Avec l'évacuation, on s'expose. C'est un sujet d'intérêt national, donc on n'a pas le droit de se planter." Lundi, il sera au Salon de l'agriculture pour parler méthanisation à des éleveurs en colère. Il y passera trois jours. En mode démineur, une fois de plus.